Les actes visés au présent article sont considérés comme accomplis dans des conditions irrégulières, s'ils ont été commis en violation du règlement intérieur de l'établissement.

Art. 204. — Les cadres et agents de l'administration de la rééducation et de la réadaptation sociale des détenus qui, par négligence, imprudence ou inobservation des règlements, compromettent la santé des détenus, l'ordre ou la sécurité de l'établissement, sont passibles d'un emprisonnement d'un mois à deux ans.

Chapitre II

Dispositions diverses

Art. 205. — Des décrets déterminent les conditions d'application de la présente ordonnance.

Art. 206. — Des arrêtés du ministre de la justice déterminent :

- la répartition et l'affectation des établissements pénitentiaires,
- les règles de la sécurité dans ces établissements,
- les règles d'extractions, de translations et de transfèrement des détenus.

Art. 207. — Sans préjudice des dispositions du code de justice militaire, toutes dispositions contraires à la présente ordonnance, sont abrogées.

Art. 208. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 10 février 1972.

Houari BOUMEDIENE

Ordonnance n° 72-3 du 10 février 1972 relative à la protection de l'enfance et de l'adolescence.

AU NOM DU PEUPLE,

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,
Sur le rapport du ministre de la justice, garde des sceaux,

Vu les ordonnances n°s 65-182 du 10 juillet 1965 et 70-53 du 18 djoumada I 1390 correspondant au 21 juillet 1970 portant constitution du Gouvernement ;

Vu l'ordonnance n° 66-155 du 8 juin 1966 portant code de procédure pénale ;

Vu le décret n° 63-78 du 4 mars 1963 portant rattachement du service de l'éducation surveillée au ministère de la jeunesse et des sports et du tourisme ;

Vu le décret n° 65-215 du 19 août 1965 relatif aux centres spécialisés et foyers d'accueil chargés de la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence ;

Considérant que la guerre de libération nationale a entraîné un profond bouleversement de la société, ressenti tout particulièrement par les enfants et les adolescents ;

Considérant qu'un certain nombre de facteurs, dont notamment le paupérisme et l'exode rural posent de plus en plus et avec gravité, dans les grandes agglomérations urbaines, le problème de l'inadaptation de l'enfance et de l'adolescence ;

Considérant que cette inadaptation de l'enfance la mettra inéluctablement en danger moral ;

Considérant que la délinquance des mineurs constitue une entrave sérieuse pour notre jeunesse et pour son épanouissement ;

Considérant que l'enfant, homme de demain et partant espoir du pays, doit bénéficier d'une manière privilégiée de mesures salutaires et d'une protection absolue et générale de santé, de sécurité et d'éducation, tendant au développement harmonieux de ses facultés intellectuelles et morales ;

Considérant que le rôle et la responsabilité de la famille en matière d'éducation sont essentiels ;

Considérant en conséquence que la communauté a le devoir de prendre un soin tout particulier des enfants et adolescents en danger moral ;

Le Conseil des ministres entendu,

Ordonne :

Article 1^{er}. — Les mineurs de 21 ans dont la santé, la sécurité, la moralité ou l'éducation sont compromises ou dont les

conditions d'existence ou le comportement risquent de porter atteinte à leur avenir, peuvent faire l'objet de mesures de protection et d'assistance éducative dans les conditions prévues aux articles ci-après.

Art. 2. — Le juge des mineurs du domicile ou de la résidence du mineur, de ses parents ou de son gardien ou, à défaut, le juge des mineurs du lieu où le mineur aura été trouvé, est saisi par une requête du père, de la mère, de la personne investie du droit de garde, du mineur lui-même, du wali, du procureur de la République, du président de l'assemblée populaire communale du lieu de résidence du mineur ou des délégués à la liberté surveillée, compétents.

Le juge des mineurs peut également se saisir d'office.

Le procureur de la République, quand il n'a pas lui-même saisi le juge des mineurs, est avisé sans délai.

Art. 3. — Le juge des mineurs avise de l'ouverture de la procédure les parents ou gardien quand ils ne sont pas requérants, ainsi que le mineur, s'il y a lieu. Il les entend et consigne leurs avis quant à la situation du mineur et à son avenir.

Art. 4. — Le juge des mineurs fait procéder à une étude de la personnalité du mineur, notamment par le moyen d'une enquête sociale, d'exams médicaux, psychiatrique et psychologique, d'une observation du comportement et, s'il y a lieu, d'un examen d'orientation professionnelle.

Il peut, toutefois, s'il possède les éléments suffisants d'appréciation, n'ordonner aucune de ces mesures ou ne prescrire que certaines d'entre elles.

Art. 5. — Le juge des mineurs peut, pendant l'enquête, prendre à l'égard du mineur et par ordonnance de garde provisoire, les mesures suivantes :

- 1° la maintien du mineur dans sa famille ;
- 2° la remise du mineur à celui des père ou mère qui n'a pas l'exercice du droit de garde, à condition que celui-ci n'ait pas été déchu de ce droit ;
- 3° la remise du mineur, à un autre parent, conformément aux modalités de dévolution du droit de garde ;
- 4° la remise du mineur à une personne digne de confiance.

Il peut, lorsque le mineur fait l'objet d'une des mesures de garde provisoire prévues ci-dessus, charger un service d'observation, d'éducation ou de rééducation en milieu ouvert de suivre le mineur dans son milieu familial, scolaire et, éventuellement, professionnel.

Art. 6. — Le juge des mineurs peut, en outre, ordonner, à titre provisoire, le placement du mineur :

- 1° dans un centre d'accueil ou d'observation ;
- 2° dans un service chargé de l'assistance à l'enfance ;
- 3° dans un établissement ou une institution d'éducation, de formation professionnelle ou de soins.

Art. 7. — Le mineur, ses parents ou son gardien peuvent faire choix d'un conseil ou demander au juge des mineurs qu'il leur en soit désigné un d'office. La désignation doit intervenir dans les huit jours de la demande.

Art. 8. — Les mesures provisoires ordonnées par le juge des mineurs peuvent, à tout moment, être par lui, modifiées ou rapportées, à la requête du mineur, des parents ou gardien ou du procureur de la République.

Quand il n'agit pas d'office, le juge des mineurs doit statuer, au plus tard dans le mois qui suit le dépôt de la requête.

Art. 9. — Son enquête clôturée et après communication des pièces du procureur de la République, le juge des mineurs convoque le mineur et ses parents ou gardien, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, huit jours au moins avant qu'il ne statue. Il avise également le conseil du mineur.

Il entend, en chambre du conseil, le mineur, ses parents ou gardien et toute personne dont l'audition lui paraît utile.

Il peut, si l'intérêt du mineur l'exige, dispenser ce dernier de comparaître devant lui ou ordonner qu'il se retire de son cabinet pendant tout ou partie des débats.

Il tente, en tout cas, de recueillir l'adhésion de la famille du mineur à la mesure envisagée.